



KPMG S.A.
Rue de la Terre Victoria
Parc Edonia
35768 Saint Grégoire

Association Saint-Joseph de Préville

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association Saint-Joseph de Préville
22 boulevard Marbeuf - 35000 Rennes

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
Rue de la Terre Victoria
Parc Edonia
35768 Saint Grégoire

Association Saint-Joseph de Préville

22 boulevard Marbeuf - 35000 Rennes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association Saint-Joseph de Préville,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Saint-Joseph de Préville relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Grégoire, le 7 mai 2024

KPMG S.A.

Antoine Le Penven

Associé

BILAN ACTIF
EXERCICE 2023

ACTIF	2023			2022
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
Capital souscrit - non appelé	0		0	0
ACTIF IMMOBILISE (a)				
Immobilisations incorporelles:				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0	0	0	0
Fonds commercial (1)	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations corporelles:				
Terrains	160 100	0	160 100	160 100
Constructions	3 496 881	2 434 670	1 062 211	1 111 902
Installations techniques, matériels, et outillage industriels	501 278	500 192	1 086	1 699
Autres	319 701	226 071	93 630	104 320
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations financières (2):				
Participations (b)	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	5 546	0	5 546	5 616
Autres	236	0	236	236
Total I	4 483 743	3 160 934	1 322 809	1 383 875
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (a):				
Matières premières et autres approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production [biens et services] (c)	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	5 984	0	5 984	5 778
Avances et acomptes versés sur commandes	313	0	313	540
Créances (3):				
Créances clients (a) et comptes rattachés (d)	50 820	9 205	41 615	47 241
Autres	84 538	0	84 538	46 190
Capital souscrit - appelé, non versé	0	0	0	0
Valeurs mobilières de placement (e):				
Actions propres	0	0	0	0
Autres titres	0	0	0	0
Instruments de trésorerie	0	0	0	0
Disponibilités	997 760	0	997 760	688 940
Charges constatées d'avance (3)	107 123	0	107 123	110 635
Total II	1 246 518	9 205	1 237 313	899 324
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	0	0	0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0		0	0
Ecart de conversion Actif (V)	0		0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 730 261	3 170 139	2 560 122	2 283 198
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à moins d'un an (brut)				

BILAN PASSIF
EXERCICE 2023

PASSIF	2023	2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	-	
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves	4 360	4 360
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	4 360	4 360
Report à nouveau	1 857 141	1 661 286
Excédent ou déficit de l'exercice	233 568	195 856
Situation nette (sous total)	2 095 069	1 861 501
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	42 296	45 282
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	2 137 365	1 906 784
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II	-	-
PROVISIONS	14 626	8 380
Provisions pour risques		-
Provisions pour charges	14 626	8 380
Total III	14 626	8 380
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	-	-
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	40 930	40 357
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	117 270	83 815
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	122 662	114 767
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6 120	3 878
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	121 149	125 217
Total IV	408 131	368 034
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	2 560 122	2 283 198

COMPTE DE RESULTAT - EXERCICE 2023					
RESIDENCE PREVILLE		Exercice N			Exercice N-1
		France	Exportation	TOTAL	TOTAL
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de Marchandises				
	Production Biens vendue Services	3 066		3 066	2 640
		1 482 519		1 482 519	1 256 389
	Chiffres d'affaires nets	1 485 585		1 485 585	1 259 029
	Production stockée				
	Reprise sur amortissements et provisions			3 233	14 573
	Transferts de charges (I) (II)			4 042	8 671
	Autres Produits			50 016	40 902
Total des produits d'exploitation (2) (I)			1 542 876	1 323 175	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
	Variation de stocks (marchandises)				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements			1 038	724
	Variation de stocks (matières premières et autres appros)			0	0
	Autres achats et charges externes			557 602	410 220
	Impôts, taxes et versements assimilés			24 868	25 661
	Salaires et traitements			483 328	437 424
	Charges sociales			198 455	170 338
	Dotations d'exploitation	Sur immobilisations	Dotations aux amortissements	75 856	72 799
			Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions		6 245	8 452
		Pour risques et charges : dotations aux provisions		0	6 989
	Autres charges			19 272	10 516
	Total des charges d'exploitation (4) (II)			1 366 664	1 143 123
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			176 212	180 052	
opérations en commun	Bénéfice transféré ou perte transférée (III)				
	Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations				
	Produits des autres valeurs mobilières			3 819	1 521
	Autres intérêts et produits assimilés			0	0
	Reprises sur provisions et transferts de charges				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			3 819	1 521	
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilés			0	15
	Charges nettes sur cession valeurs mobilières de placement				
	Total des charges financières (VI)			0	15
2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)			3 819	1 506	
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			180 031	181 558	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			44 192	8 179
	Produits exceptionnels sur opérations en capital			11 262	7 730
	Reprises sur provisions et transferts de charges				
	Total des produits exceptionnels (VII)			55 454	15 909
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			1 917	1 612
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
	Total des charges exceptionnelles (VIII)			1 917	1 612
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL(VII-VIII)			53 537	14 297	
Participation des salariés aux resultats de l'entreprise (IX)					
Impôts sur les bénéfices (X)					
TOTAL DES PRODUITS (I+II+V+VII)			1 602 149	1 340 605	
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)			1 368 581	1 144 750	
4 - BENEFICE OU PERTE (Total des produits-Total des charges)			233 568	195 855	

1 Principes et méthodes comptables

1.1.1 *Principes et conventions générales*

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Il peut être appliqué par anticipation pour l'exercice en cours à sa date de publication (le 30/12/2018).

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.1.2 *Faits caractéristiques de l'exercice*

RAS

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

2.1.1 État de l'actif immobilisé

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	160 100			160 100
Constructions	2 542 341			2 542 341
Instal. Gales et Amgmts	950 013	4 527		954 540
Instal. Techn. Mat./Outil.	501 278			501 278
Agencements Amgmts RP	11 560			11 560
Agencements Amgmts HEOL	85 777	1 253		87 030
Matériel de transport	23 576		4 133	19 443
Mat. de bureau et Informat.	196 131	5 537		201 668
	4 470 776	11 317	4 133	4 477 960
Immobilisations financières				
Prêts	5 616		70	5 546
Autres	236			236
	5 852		70	5 782
Total	4 476 628	11 317	4 203	4 483 743

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Constructions	1 451 525	47 415		1 498 941
Instal. Gales et Amgmts	928 926	6 803		935 729
Instal. Techn. Mat./Outil.	499 578	614		500 192
Agencements Amgmts RP	2 742	1 156		3 898
Agencements Amgmts HEOL	8 379	12 262		20 641
Matériel de transport	23 576		7 422	16 154
Mat. de bureau et Informat.	178 027	7 351		185 378
	3 092 754	75 601	7 422	3 160 933
Immobilisations financières				
Total	3 092 754	75 601	7 422	3 160 933

- Durée des amortissements pratiqués
 - Bâtiments et constructions : 50
 - Agencements immobiliers : 3 à 10 ans
 - Matériels et outillages : 3 à 10 ans
 - Matériel de transport : 10 ans
 - Matériel et mobilier de bureau : 3 à 10 ans
- Le mode d'amortissements utilisé : linéaire

3.1 *Tableau des dépréciations de l'Actif*

Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	12 438		3 233	9 205
Immobilisations financières				
Total	12 438		3 233	9 205

3.1.1 *Provision pour dépréciation des créances douteuses*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les dépréciations de créances douteuses sont appréciées par le service comptabilité et la direction au cas par cas en fonction de l'estimation du risque de non encaissement des créances clients.

3.2 *Tableau des variations des fonds associatifs*

Libellé	Solde au début de l'exercice	Affectation résultat et retraitements	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise					
Autres réserves	4 360				4 360
Report à nouveau	1 661 286	+ 195 855			1 857 141
Résultat de l'exercice	195 855	- 195 855	233 568		233 568
Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables par l'organisme	45 282			2 986	42 296
TOTAL	1 906 784		233 568	2 986	2 137 365

3.3 *Etat des provisions*

3.3.1 *Provisions*

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour départ en retraite	0			0
Provisions pour risques	8 380	6 246		14 626
Total	8 380	6 246		14 626

- INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE

Aucun engagement retraite n'a été comptabilisé par l'association. Nous retenons que :

- L'âge moyen des salariés de l'association est de 37 ans
- Aucun salarié n'atteint l'âge de 50 ans
- En retenant un taux de turnover moyen (15%), il en ressort une probabilité très faible d'IFC à décaisser.

A partir de ces points, la provision retraite est estimée comme non significative.

3.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

Le reste des dettes s'échelonnent sur moins d'un an.

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an et 5 ans au plus	Échéances à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires				
Prêts	5 546		5 546	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Autres	236		236	- à 1 an au maximum à l'origine				
Créances de l'actif circulant :				- à plus de 1 an à l'origine				
Créances Clients et Comptes rattachés	50 820	50 820		Emprunts et dettes financières divers	40 930	19 646	21 284	
Autres	84 851	84 851		Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	117 270	117 270		
Charges constatées d'avance	107 123	107 123		Dettes fiscales et sociales	122 662	122 662		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
				Autres dettes	6 120	6 120		
				Produits constatés d'avance	121 149	4 068	16 272	100 809
TOTAL	248 576	242 794	5 782	TOTAL	408 131	269 766	37 556	100 809
Prêts accordés en cours d'exercice				Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	40 930			
				Caution	0			
				Compte congrégation				

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

En 2009, un bail entre l'ASJP et la Sté ESPACIL HABITAT relatif à la résidence Rémy Priolet, a été signé. Le loyer de ce bail, couvrant une période de 45 ans, a été intégralement reçu en décembre 2009 pour un montant de 183 061.61 €. Ce loyer est donc inscrit en CCA et extourné en produits chaque année pour 4 068 €.

En 2010, 160 000 € a été versé à la Sté ESPACIL HABITAT conformément à un accord. Ce montant est inscrit en CCA et est extourné chaque année soit 3 558 €.

EVALUATION CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

3.5 **Compte de résultat**

3.5.1 *Résultat par activité ou établissement*

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent	
<i>Gestion propre</i>			
1 Résidences Habitat Jeunes		224 737	
2 Résidence Sociale Rémy Priolet		8 831	
Résultat de l'exercice		233 568	

3.5.2 *Ventilation des produits d'exploitation*

Répartition des produits d'exploitation :	
- Cotisations	4 370
- Autres produits	55 987
- Produits d'hébergements	942 272
- Subventions	540 247
Total	1 542 876

3.5.3 *Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits*

<u>Produits à recevoir</u>	
Autres créances	84 538
 <u>Charges à payer</u>	
Emprunts/Dettes auprès des Ets de crédit.....	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	117 270
Dettes fiscales et sociales.....	122 662
 <u>Charges constatées d'avance</u>	
Charges d'exploitation.....	107 123
 <u>Produits constatés d'avance</u>	
Produits d'exploitation	121 149

3.5.4 *Produits et charges exceptionnelles*

<u>Produits exceptionnels</u>	55 454
dont 11 262 pour quote-part Subvention d'investissement	
4 414 en trop perçu résidents	
39778 autres produits sur ex. antérieur	
 <u>Charges exceptionnelles</u>	1 917
1 917 en charge sur ex. antérieur	

3.5.5 *Contributions volontaires en nature*

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à l'association un travail (bénévolat, mises à dispositions de personnes), des biens (dons en nature) ou des services (mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage) à titre gratuit.

Les contributions volontaires en nature sont comptabilisées dans des comptes de classe 8.

L'Association a bénéficié cette année de contributions volontaires en nature valorisées à hauteur de 4 032 € et correspondantes aux heures de présence aux réunions Bureau, Conseil d'Administration et AG des membres.

La méthode de valorisation est la suivante : quantité d'heures effectuées x taux du SMIC en vigueur au 31/12.

4 Informations générales complémentaires

4.1.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	4 500 HT
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	4 500 HT

4.1.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie au 31/12 :

	Personnel salarié
Cadres	3
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	11
Ouvriers	
Total	14

4.1.3 Informations post-clôture

RAS